

TABLEAU DE BORD

de l'assurance en 2017





TABLEAU DE BORD DE L'ASSURANCE EN 2017

| | |
|----|---|
| 3 | L'environnement économique et financier |
| 5 | Le secteur de l'assurance |
| 6 | L'activité des assurances de personnes |
| 12 | L'activité des assurances de biens et de responsabilité |
| 17 | L'activité financière de l'assurance |
| 20 | L'activité des assureurs français à l'international |

CAHIER STATISTIQUES

Les données techniques

| | |
|----|-----------------|
| 22 | Les cotisations |
| 25 | Les prestations |

Les données comptables

| | |
|----|--|
| 26 | L'ensemble des sociétés d'assurance |
| 27 | Les sociétés d'assurance vie et mixtes |
| 29 | Les sociétés d'assurance non vie |

L'environnement économique et financier

| | |
|----|---|
| 31 | Les flux de placements financiers des ménages |
| 31 | L'encours des placements financiers des ménages |
| 31 | Les marchés financiers |

Les données sociales

| | |
|----|---|
| 32 | Les effectifs salariés des sociétés d'assurance |
|----|---|

L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Des politiques monétaires un peu moins accommodantes des deux côtés de l'Atlantique

En zone euro, l'année 2017 aura été marquée par une progression notable du produit intérieur brut de +2,6 % (après +1,8 % en 2016), par une reprise de l'inflation liée à la remontée des cours du pétrole ainsi que par une poursuite de la baisse du chômage, désormais à son niveau le plus bas depuis 2008 (9,1 %). Aux États-Unis, l'embellie économique est également de mise. La croissance du PIB a atteint 2,3 % (après 1,5 % en 2016) et le taux de chômage s'établit à un plus bas historique depuis dix-sept ans (4,4 %). Pour la deuxième année de suite, l'économie de la zone euro a ainsi progressé un peu plus vite que celle des États-Unis et ce malgré la forte appréciation de l'euro face au dollar. Pour autant, les différences d'inflation et de taux de chômage ont conduit une fois de plus les banques centrales des deux côtés de l'Atlantique à mener des politiques monétaires différentes. La Réserve fédérale américaine (Fed) a poursuivi son mouvement de remontée des taux d'intérêt en procédant à trois nouvelles hausses et a entamé, à partir du mois d'octobre, une réduction très progressive de la taille de son bilan en ne réinvestissant pas les bons du Trésor et titres hypothécaires arrivant à échéance. La Banque centrale européenne (BCE) a maintenu sa politique monétaire très accommodante mais en limitant quelque peu son volume d'achats de titres, de 80 à 60 Md€ à partir du mois d'avril.

Les taux d'intérêt de court terme ont poursuivi leur mouvement de baisse en 2017 pour s'enfoncer un peu plus en territoire négatif et se rapprocher du taux de la facilité de dépôt de la BCE (-0,4 % depuis mars 2016). L'Euribor à 3 mois se situe ainsi fin 2017 au seuil historiquement bas de -0,33 %, en repli de 10 points de base par rapport à son niveau de fin 2016. Les taux d'intérêt à long terme n'ont pas suivi la même tendance puisqu'ils ont enregistré une légère hausse sur l'année après deux années consécutives de baisse, tout en restant à un niveau historiquement bas. Plusieurs événements ont concouru à cette progression comme la diminution des achats de la BCE ou

encore la remontée de l'inflation. Au final, l'OAT à 10 ans termine l'année à 0,8 %, en hausse de 10 points de base par rapport à fin 2016.

La Bourse de Paris affiche sa meilleure performance depuis 2013

En 2017, l'indice CAC 40 signe sa meilleure performance depuis quatre ans avec une progression de 9,3 % (après 4,9 % en 2016). Toutes les grandes places boursières se sont d'ailleurs inscrites en hausse avec pour fait marquant une volatilité extrêmement basse. L'augmentation de la Bourse de Paris n'aura toutefois pas été linéaire sur l'année en raison du risque politique. En effet, l'année 2017 aura été marquée par la montée des tensions sur l'issue de l'élection présidentielle française mais également par les élections en Allemagne, aux Pays-Bas, en Autriche ainsi que par le référendum en Catalogne. Le risque politique s'est également manifesté par les doutes des investisseurs sur la capacité de Donald Trump à mettre en place les réformes pour lesquelles il a été élu. Au final, la plus forte croissance, au sein de la zone euro comme aux États-Unis, aura permis au commerce mondial de se reprendre, aux entreprises de renouer avec les bénéfices et au CAC 40 de s'élever au-dessus du seuil des 5 300 points.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit mais leur taux d'épargne progresse

Après une croissance de 1,2 % en 2016, l'économie française est parvenue à enregistrer en 2017 une progression nettement supérieure de son activité (2,2 %). Il faut remonter à 2007 pour retrouver une croissance plus forte. Fait notable, ce sont l'investissement des ménages et des entreprises qui ont tiré l'activité économique l'année dernière et non le traditionnel moteur que constitue la consommation des ménages. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a ralenti en raison de l'accélération des prix, tandis que le taux d'épargne des ménages s'est inscrit en légère hausse de 0,3 point pour s'établir à 14,3 %.

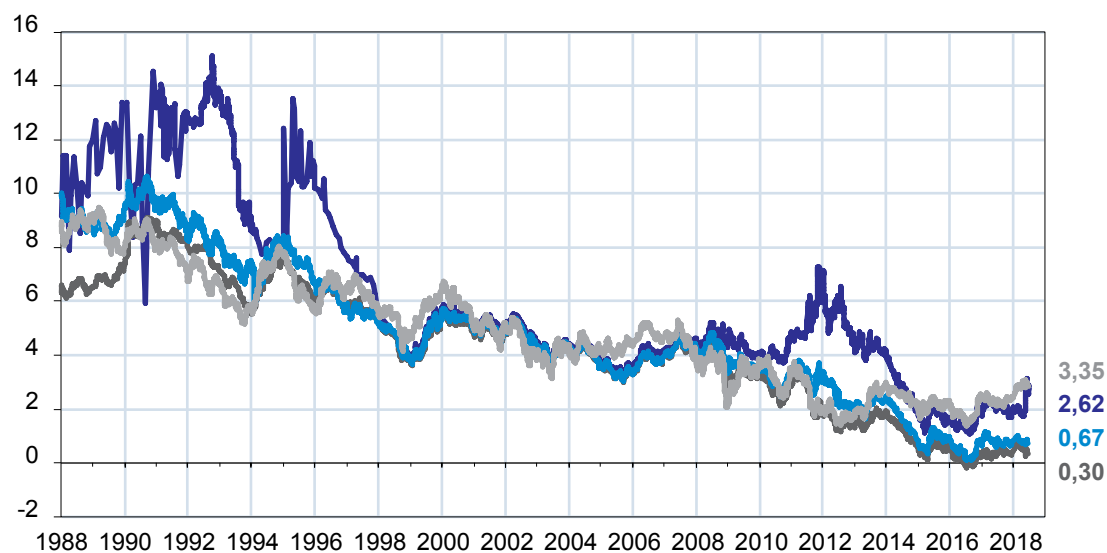
Chiffres clés de l'environnement économique et financier

Niveau au 31 décembre 2017 ou évolution

| | |
|--|--------------------|
| Taux 3 mois | -0,33 % |
| Taux 10 ans | 0,78 % |
| CAC 40 | 5 313 pts (+9,3 %) |
| PIB en valeur (en Md€) | 2 291,7 (+2,8 %) |
| Croissance du PIB en volume | +2,2 % |
| Croissance de la consommation des ménages | +1,0 % |
| Croissance de l'investissement des entreprises | +4,1 % |
| Croissance du revenu disponible brut | +2,6 % |
| Taux d'épargne des ménages | 14,3 % |
| Taux d'épargne financière des ménages | 4,4 % |
| Flux d'endettement des ménages | 70,1 Md€ |
| Inflation (moyenne annuelle) | +1,0 % |
| Taux de chômage (au sens du BIT, moyenne annuelle) | 9,4 % |

Sources : Fédération bancaire européenne, Banque de France, Agence France Trésor, Euronext, Insee.

Taux d'intérêt des obligations à 10 ans (en %)



Source : Investing
Derniers points : 29 juin 2018

— États-Unis
— France
— Italie
— Allemagne

LE SECTEUR DE L'ASSURANCE

En 2017, le chiffre d'affaires du secteur de l'assurance affiche une croissance modérée, de 1,4 % contre 2,8 % pour le PIB en valeur. Cette croissance est un peu plus forte en assurances de biens et de responsabilité (+2,3 %) qu'en assurances de personnes (+1,1 %).

Dans le détail, ce sont les cotisations en assurances maladie et accidents corporels qui affichent la plus forte croissance (+4,8 %), tandis que les cotisations en assurances vie

et capitalisation ont pâti d'un environnement défavorable, surtout au cours de la première moitié de l'année (incertitudes politiques et réglementaires, rebond du marché immobilier, etc.). En assurances de biens et de responsabilité, ce sont surtout les cotisations des assurances des particuliers qui progressent nettement. Les assurances des professionnels affichent une croissance modérée, qui contraste avec le rebond de l'activité française sur l'année.

Chiffres clés de l'assurance - Affaires directes France

| | 2016 en Md€ | 2017 en Md€ | Évolution |
|--|--------------|--------------|---------------|
| Cotisations (ensemble) | 208,6 | 211,6 | +1,4 % |
| Cotisations en Assurances de personnes | 155,4 | 157,1 | +1,1 % |
| - dont Vie et capitalisation | 133,9 | 134,6 | +0,5 % |
| - dont Maladie et accidents corporels | 21,5 | 22,5 | +4,8 % |
| Cotisations en Assurances de biens et de responsabilité | 53,2 | 54,5 | +2,3 % |
| - dont Particuliers | 33,5 | 34,5 | +3,0 % |
| - dont Professionnels | 19,7 | 20 | +1,2 % |

Source : FFA - Sociétés régies par le Code des assurances

L'ACTIVITÉ DES ASSURANCES DE PERSONNES

Les cotisations des assurances de personnes sont en progression de 1,1 % en 2017 et s'établissent à 157,1 Md€ en affaires directes France.

Cette évolution est marquée par une faible progression des cotisations d'assurance vie et des bons de capitalisation pour un montant de 134,6 Md€ (+0,5 %) et une progression soutenue des cotisations relatives aux assurances de dommages corporels (maladie et accidents

corporels non automobile) qui atteignent 22,5 Md€ (+4,8 %).

Par ailleurs, les prestations en assurance vie et capitalisation (126,3 Md€) sont en plus forte progression (+8,0 %) par rapport aux deux dernières années. La charge des prestations en assurance maladie et accidents corporels s'établit à 17,1 Md€ en 2017, en progression moins soutenue que celles observées depuis deux ans (+1,9 % contre +4,3 %).

Chiffres clés de l'assurance de personnes – Affaires directes France

| Cotisations : 157,1 Md€ (+ 1,1 %) | 2017 en Md€ | Évolution |
|--|--------------|---------------|
| Vie et capitalisation | 134,6 | +0,5 % |
| Supports euros | 96,2 | -9,1 % |
| Supports unités de compte ⁽¹⁾ | 38,4 | +36,7 % |
| Maladie et accidents corporels | 22,5 | +4,8 % |
| Soins de santé | 12,0 | +4,9 % |
| Incapacité-Invalidité-Dépendance-Décès accidentel | 10,5 | +4,7 % |
| Prestations : 143,4 Md€ (+7,3 %) | | |
| Vie et capitalisation | 126,3 | +8,0 % |
| Maladie et accidents corporels⁽²⁾ | 17,1 | +1,9 % |
| Collecte nette (vie et capitalisation) : 8,3 Md€ (-51,1 %) | | |
| Supports euros | -13,1 | n.s. |
| Supports unités de compte ⁽¹⁾ | 21,4 | +44,8 % |
| Encours⁽³⁾ (vie et capitalisation) : 1 682,3 Md€ (+ 3,0 %) | | |
| Provisions mathématiques | 1 632,4 | +2,7 % |
| Supports euros | 1 280,1 | +0,0 % |
| Supports unités de compte ⁽¹⁾ | 352,3 | +13,9 % |
| Provisions pour participation aux bénéfices | 49,8 | +14,4 % |

(1) Y compris les supports Eurocroissance

(2) Charge des prestations

(3) Provisions mathématiques + provisions pour participation aux bénéfices

Source : FFA - Sociétés régies par le Code des assurances

Les contrats d'assurance vie et de capitalisation

Le marché

Les cotisations de l'année 2017 des contrats d'assurance vie et de capitalisation sont en hausse de 0,5 % par rapport à l'année 2016 pour s'établir à 134,6 Md€ (affaires directes France). Cette hausse est portée par les contrats à adhésion individuelle (+0,6 %, à 121,2 Md€). Les cotisations des contrats collectifs sont quant à elles stables à 13,5 Md€.

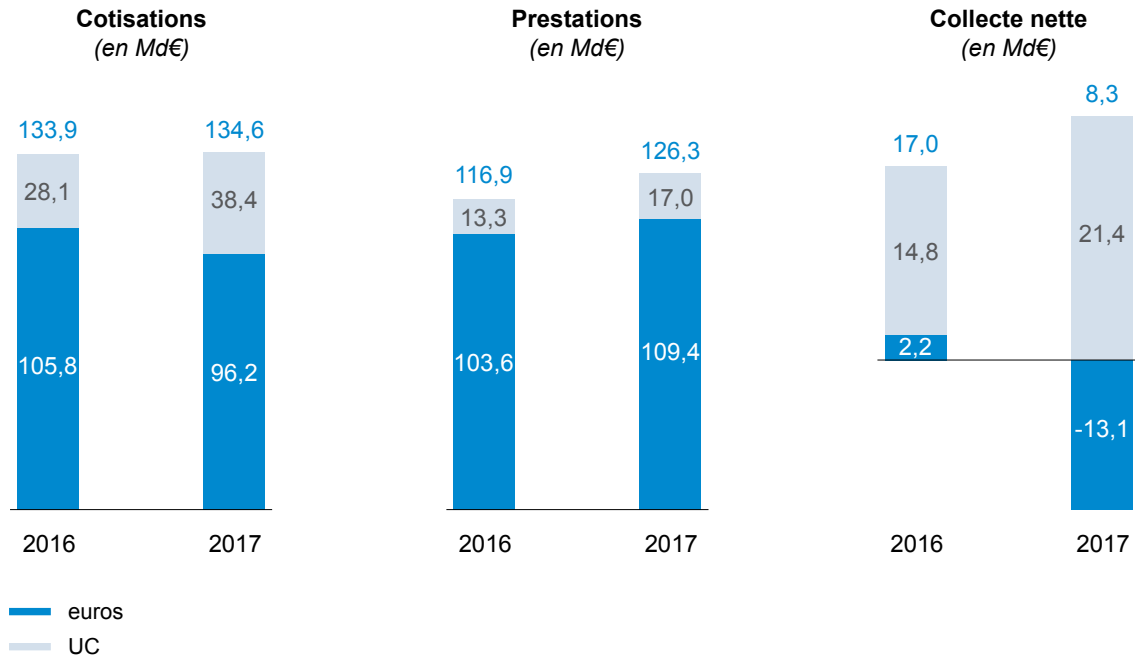
L'année 2017 est marquée par la très forte progression des cotisations investies sur des unités de compte (+36,7 %, à 38,4 Md€) et par la baisse des versements sur les supports euros (-9,1 %, à 96,2 Md€). La part des supports en unités de compte dans les cotisations s'établit ainsi à 29 % en 2017 contre 21 % en 2016.

Dans le même temps, les prestations enregistrent une progression de 8,0 % par rapport à l'année précédente et s'établissent à 126,3 Md€. Elles représentent 8 % des encours à fin décembre 2017.

Le rapprochement des cotisations aux prestations conduit à une collecte nette positive sur l'année 2017 (8,3 Md€), soit un montant inférieur à celui de l'année 2016 (17,0 Md€). Cette collecte nette a été fortement orientée vers les supports en unités de compte (+21,4 Md€), la collecte nette des supports euros ayant été négative en 2017 (-13,1 Md€).

Les provisions mathématiques progressent de 2,7 % et atteignent 1 632,4 Md€ au 31 décembre 2017. Les supports unités de compte représentent 22 % de ces provisions (352,3 Md€) et sont en forte hausse sur l'année (+13,9 %), profitant d'une valorisation positive.

À noter la forte progression de la provision pour participation aux bénéfices qui atteint, fin 2017, 49,8 Md€ en hausse de 14,4 %. Dans cet environnement de taux durablement bas, les assureurs poursuivent la constitution de réserves.



Concernant les contrats d'assurance retraite, les provisions mathématiques atteignent 197,6 Md€ fin 2017, en progression de 4,5 % par rapport à 2016. Pour ces contrats, l'année 2017 se caractérise

par une légère baisse des cotisations (-0,6 %, à 12,0 Md€) et une hausse des prestations (+6,1 %, à 8,8 Md€). Les versements périodiques de rentes représentent 58 % des prestations en 2017.

Les rendements

En 2017, le taux de rendement des **supports euros** est estimé à 1,8 %. Dans un contexte où les taux d'intérêt sont restés très bas, la baisse de ce taux de rendement a été moindre en 2017 qu'en 2016 (-8 pdb après -34 pdb). Au cours des dix dernières années, le taux de rendement a ainsi perdu 2,2 points de pourcentage, soit en moyenne un peu plus de 0,2 point chaque année.

La baisse des rendements de l'assurance vie en euros est une conséquence directe de l'environnement de taux bas qui perdure. Les assureurs pâtissent de cet environnement qui limite les revenus des obligations qu'ils détiennent. Fin 2017, l'OAT à 10 ans s'établissait à 0,78 %, proche du niveau à fin 2016 de 0,68 %, mais avec une moyenne annuelle en hausse à 0,81 % contre 0,47 % en 2016.

Les assureurs vie ont ainsi pu servir des niveaux de rémunération compétitifs tout en préservant l'avenir via l'accroissement de réserves. En effet, les assureurs ont doté la provision pour participation aux bénéfices (PPB) pour la 6^e année consécutive.

La rémunération des supports euros nette d'inflation s'est toutefois inscrite en baisse, à 0,8 % (après 1,7 % en 2016). En effet, l'indice des prix à la consommation a accéléré, s'établissant en moyenne annuelle à 1,0 % en 2017, après 0,2 % en 2016.

En 2017, la performance des **supports en unités de compte (UC)** nette de frais s'établit à 5,3 %, niveau sensiblement supérieur à celui enregistré en 2016 (2,1 %) et en moyenne au cours des 4 dernières années. Ces supports ont notamment bénéficié de la performance des marchés boursiers (+9,3 % pour le CAC 40 et +25,1 % pour le Dow Jones).

Enfin, la performance nette de frais des supports eurocroissance s'établit à 3,4 % en 2017. Ces contrats ont également bénéficié de la bonne tenue des marchés. La jeunesse de ces supports ne permet pas d'afficher un historique.

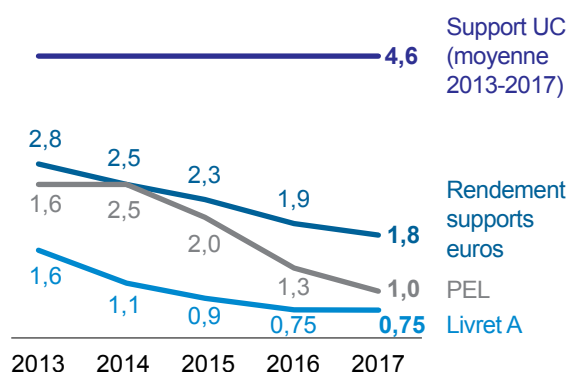
Au total, l'assurance-vie a continué à procurer de meilleurs rendements que l'épargne réglementée.

Taux de rendements bruts d'inflation en 2017 (en %)

| | |
|--|------|
| Assurance vie supports UC ⁽²⁾ | 5,3 |
| Assurance vie supports eurocroissance ⁽²⁾ | 3,4 |
| Assurance vie supports euros ⁽²⁾ | 1,8 |
| Livret A et LDDS ⁽¹⁾ | 0,75 |
| Livret soumis à l'impôt ⁽¹⁾ | 0,3 |
| Inflation ⁽¹⁾ | 1,0 |

(1) Moyenne annuelle

(2) Taux nets de frais



L'assurance dans le patrimoine des ménages

Fin 2017, le patrimoine des ménages, qui est composé pour plus de 60 % par des actifs non financiers (immobilier, terrains bâtis, or, objets de valeur...) et pour près de 40 % par des actifs financiers, est estimé à 12 800 Md€. Dans ce total, la part de l'assurance s'élève à 16 % ⁽¹⁾.

En 2017, l'encours des placements financiers des ménages enregistre une progression de 4 %, légèrement inférieure à celle de 2016 (+6 %). L'assurance représente 40 % du patrimoine financier des ménages, devant les titres (31 %), les liquidités (23 %) et l'épargne contractuelle (6 %).

D'après les comptes financiers provisoires de la Banque de France, le flux de placements financiers des ménages s'est établi à 110 Md€ en 2017, en nette hausse par rapport à 2016 (93 Md€). Dans un contexte où le taux d'épargne des ménages ne progresse que légèrement, cette forte augmentation provient principalement de l'accélération de l'endettement des ménages. Toutefois, même si le flux de placements financiers des ménages enregistre une forte hausse en 2017, il n'en demeure pas moins toujours inférieur à ses niveaux records atteints entre 2005 et 2007

(130 Md€ en moyenne sur la période). En outre, l'assurance, qui constituait 44 % de ce flux en 2016, n'en représente plus que 38 % en 2017 et perd la première place au profit des liquidités.

Les liquidités constituent près de 50 % du flux de placements financiers des ménages en 2017, après 36 % en 2016. Cette forte progression provient des comptes à vue, mais également de la bonne tenue des livrets soumis à l'impôt ainsi que du Livret A qui enregistre sa meilleure collecte depuis 2013. Les liquidités ont ainsi bénéficié de l'attente des ménages, notamment du fait du climat d'incertitude qui régnait sur le début de l'année 2017 avant l'élection présidentielle. La part de l'épargne contractuelle, quant à elle, diminue sensiblement (9 % après 20 % en 2016) en raison du ralentissement de la collecte du PEL.

L'encours d'épargne longue qui regroupe les placements financiers à moyen et long terme tels l'assurance vie, l'épargne contractuelle (PEL, Pep bancaires) et les autres produits d'épargne longue (actions, obligations, épargne salariale...) s'est établi à 3 800 Md€ à la fin de l'année 2017.

Patrimoine des ménages

| | 2016 | 2017 |
|------------------------------|-------------|-------------|
| Actifs non financiers | 61 % | 61 % |
| Actifs financiers | 39 % | 39 % |
| - dont Assurances | 16 % | 16 % |
| - dont Liquidités | 9 % | 9 % |
| - dont Titres | 12 % | 12 % |
| - dont Épargne contractuelle | 2 % | 2 % |

Source : Banque de France

Flux de placements financiers

(en milliards d'euros)

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-----------------------|-----------|-----------|------------|-----------|------------|
| Liquidités | 18 | 4 | 22 | 34 | 54 |
| Épargne contractuelle | 8 | 17 | 23 | 18 | 9 |
| Titres | 17 | 10 | 19 | 0 | 5 |
| Assurances | 41 | 54 | 50 | 41 | 42 |
| Flux | 84 | 85 | 115 | 93 | 110 |

Source : Banque de France

(1) Il s'agit pour l'assurance vie, y compris épargne retraite supplémentaire. Les réserves de primes et sinistres en assurance non-vie sont également incluses.

La santé et la prévoyance

En 2017, le marché santé-prévoyance de l'ensemble des organismes complémentaires (institutions de prévoyance régies par le Code de la sécurité sociale, sociétés d'assurance régies par le Code des assurances et mutuelles régies par le Code de la mutualité) a représenté 58,6 Md€ de cotisations⁽¹⁾ et connu une progression de 3 %. Cette croissance est portée par les contrats collectifs (+4,6 % contre +1,5 % pour les contrats individuels) qui représentent la moitié des cotisations.

Le marché de la complémentaire santé a progressé de 2,3 % en 2017, à 37,1 Md€ de cotisations. La dynamique des cotisations vient des contrats collectifs qui représentent 17,4 Md€ et progressent de 4,4 % par rapport à 2016. Le volume des cotisations des contrats individuels est en légère hausse à 19,7 Md€, soit +0,4 % en un an.

Pour les sociétés d'assurance et les institutions de prévoyance, les cotisations sont respectivement en hausse de 4,9 % et 3,0 %. Pour les mutuelles, les cotisations progressent légèrement (+0,4 %). Fin 2017, les parts de marché (individuel et collectif) étaient de 50 % pour les mutuelles, 32 % pour les sociétés d'assurance et 18 % pour les institutions de prévoyance.

Le marché de la prévoyance⁽²⁾ a augmenté de 4,4 % en 2017, à 21,4 Md€ de cotisations. Les cotisations des contrats individuels et des contrats collectifs ont progressé de respectivement 3,9 % et 4,7 %. Les contrats collectifs restent prépondérants, représentant 55 % des cotisations.

Le dynamisme d'ensemble du marché est partagé entre les acteurs. La croissance des cotisations est de 4,6 % pour les sociétés d'assurance, de 4,1 % pour les institutions de prévoyance et de 3,8 % pour les mutuelles. Fin 2017, les parts de marché (individuel et collectif) s'élevaient à 64 % pour les sociétés d'assurance, 28 % pour les institutions de prévoyance et 8 % pour les mutuelles.

Pour l'année 2017, sur les seules sociétés d'assurance, les **cotisations** des assurances de dommages corporels (maladie et accidents corporels) progressent de 4,8 % pour s'établir à 22,5 Md€ (affaires directes France). Cette

croissance est plus élevée que celle de 2016 (+3,5 %) en raison d'une nette accélération des cotisations des garanties incapacité-invalidité-dépendance-décès accidentel des contrats collectifs (+5,5 % après +1,0 %). Elle s'explique également par une plus forte croissance des cotisations des garanties frais de soins (+4,9 % après +3,5 %) du fait d'un retour à une croissance positive des contrats à adhésion individuelle (+1,4 % après -3,4 % en 2016, année marquée par les conséquences de la généralisation de la complémentaire santé à tous les salariés des entreprises privées). Selon le type de contrats, l'année 2017 se caractérise par une progression, qui bien que plus forte que celle de 2016, reste assez modérée au niveau des contrats à adhésion individuelle (+2,5 % après +0,7 %) sous l'effet principalement d'un ralentissement des cotisations des garanties incapacité-invalidité-dépendance-décès accidentel (+3,8 % après +6,1 %). Au niveau des contrats collectifs, la croissance se maintient à un niveau soutenu (+7,1 % après +6,3 %), quel que soit le type de garanties. À noter toutefois que les cotisations frais de soins ralentissent (+8,5 % après +11,9 %), un an après la mise en place de la généralisation de la complémentaire santé. Pour la première fois, les cotisations frais de soins des contrats collectifs représentent la moitié des cotisations totales de l'année, contre 42 % en 2013, année de la promulgation de la loi du 14 juin 2013 qui a généralisé la complémentaire santé.

Si l'on ajoute l'assurance décès toutes causes, dont les cotisations s'élèvent à 11,7 Md€ en 2017 (en hausse de 4,0 % sur un an), l'ensemble de l'activité santé-prévoyance des sociétés d'assurance représente un montant global de 34,2 Md€ en 2017 (+4,5 % par rapport à 2016).

La **charge des prestations** atteint 17,1 Md€ en 2017, en hausse de 1,9 % sur un an. Selon le type de garanties, la charge progresse de 5,5 % pour les frais de soins tandis qu'elle recule de 2,3 % pour les autres garanties. Selon le type de contrats, la charge augmente de 2,7 % pour les contrats collectifs, contre 0,7 % pour celle des contrats à adhésion individuelle.

(1) Cotisations hors taxe

(2) La prévoyance regroupe le volet complémentaire, à côté de la santé, des assurances de dommages corporels. Ces dernières correspondent aux garanties et contrats incapacité-invalidité, dépendance, décès accidentel, décès toutes causes (temporaire décès individuel et décès collectif), décès vie entière. Les garanties emprunteurs prévoyance (incapacité, invalidité et décès) sont exclues du champ de la prévoyance du fait de leur nature spécifique

L'assurance dans la protection sociale

Les organismes d'assurances interviennent en complément des régimes obligatoires dans le remboursement des dépenses de soins et de biens médicaux, le versement d'indemnités en cas d'arrêt de travail, d'invalidité ou de dépendance et le paiement d'un capital ou d'une rente en cas de décès. Ils interviennent aussi comme gestionnaires des régimes obligatoires des travailleurs non-salariés et des agriculteurs. Pour ces derniers, les garanties de base contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ont été transférées à la Sécurité sociale le 1^{er} avril 2002 mais les exploitants agricoles conservent le choix de l'organisme gestionnaire. Par ailleurs, ces organismes d'assurance couvrent les accidents du travail de personnes non prises en charge par la Sécurité sociale, par exemple le personnel des collectivités locales ou les professions libérales.

Le financement des dépenses de soins et de biens médicaux

En 2016, la consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) représente 198,5 Md€, soit un montant en hausse de 2,3 % sur un an, rythme de croissance supérieur à celui de 2015 (+1,5 %).

Avec 155,6 Md€ versés en 2016 (+2,5 % sur un an), la Sécurité sociale (régime général et régimes spéciaux), l'État et les collectivités locales interviennent pour 78,4 % dans le financement des dépenses de soins et de biens médicaux, en augmentation de 0,2 point par rapport à 2015.

Les prestations versées par l'ensemble des organismes complémentaires s'élèvent à 26,4 Md€, en hausse de 1,5 % sur un an, soit une croissance plus faible que celle des régimes obligatoires. Ainsi, la part financée par ces organismes diminue légèrement pour s'établir à 13,3 % (-0,1 point par rapport à 2015). Ce léger recul provient, en partie, par la réforme des contrats responsables et les dispositifs mis en place tels que les réseaux de soins. Quant au reste à charge des ménages, il s'élève à 16,5 Md€ (+1,8 %), soit 8,3 % de la CSBM. Cette proportion recule de 0,9 point depuis 2011.

Les complémentaires santé demeurent les premiers financeurs des frais d'optique, des frais dentaires et des audioprothèses.

Prestations versées au titre des dépenses de soins et de biens médicaux

(en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Régimes obligatoires | 141,1 | 144,4 | 149,2 | 151,8 | 155,6 |
| Organismes d'assurance | 25,0 | 25,4 | 25,6 | 26,0 | 26,4 |
| dont sociétés d'assurance | 6,8 | 6,9 | 7,1 | 7,2 | 7,5 |
| Ménages | 16,5 | 16,3 | 16,4 | 16,3 | 16,5 |
| Ensemble | 182,6 | 186,1 | 191,2 | 194 | 198,5 |

Source : DREES (comptes de la santé)

L'ACTIVITÉ DES ASSURANCES DE BIENS ET DE RESPONSABILITÉ

Les cotisations des assurances de biens et de responsabilité sont en progression de 2,3 % en 2017 et s'établissent à 54,5 Md€ en affaires directes France.

Cette évolution masque des croissances contrastées. Si en assurance automobile et en assurance des biens des particuliers, la croissance des cotisations est proche (respectivement +2,6 % et +2,7 %), elle est particulièrement faible pour les principales assurances de professionnels (+0,5 % en assurances de biens professionnels et

agricoles, stabilité en responsabilité civile générale et -0,3 % en construction malgré la reprise du marché immobilier). Les branches assurantielles les plus dynamiques sont le crédit-caution (+14,6 %), l'assistance (+7,4 %) et la protection juridique (+6,9 %). Les cotisations en assurance transport affichent toutefois un net recul (-6,8 %).

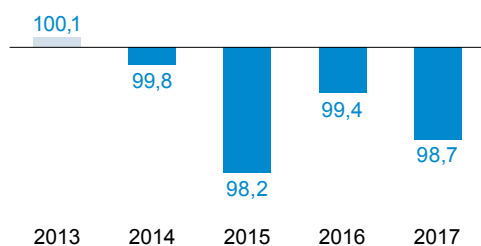
Le ratio combiné⁽¹⁾ de l'ensemble des assurances de biens et de responsabilité enregistre une légère amélioration et se situe à 98,7 % (après 99,4 % en 2016).

Chiffres clés de l'assurance de biens et de responsabilité - Affaires directes France

| | 2016 en Md€ | 2017 en Md€ | Évolution 2017 |
|-----------------------------------|-------------|-------------|----------------|
| Cotisations | 53,2 | 54,5 | +2,3 % |
| Automobile | 20,7 | 21,3 | +2,6 % |
| Biens particuliers | 10,2 | 10,5 | +2,7 % |
| Biens professionnels et agricoles | 7,6 | 7,6 | +0,5 % |
| Responsabilité civile générale | 3,6 | 3,6 | +0,0 % |
| Construction | 2,1 | 2,1 | -0,3 % |
| Transport | 0,9 | 0,8 | -6,8 % |
| Catastrophes naturelles | 1,6 | 1,6 | +1,9 % |
| Protection juridique | 1,3 | 1,4 | +6,9 % |
| Crédit-caution | 1,2 | 1,3 | +14,6 % |
| Assistance | 2,0 | 2,2 | +7,4 % |
| Pertes pécuniaires | 2,0 | 2,0 | +0,2 % |

Source : FFA

Ratio combiné⁽²⁾ en Assurances de Biens et de responsabilité



(1) Ratio combiné après réassurance : rapport des prestations versées, des dotations aux provisions pour sinistres à payer, des frais généraux et de la charge de réassurance au total du chiffre d'affaires

(2) net de réassurance

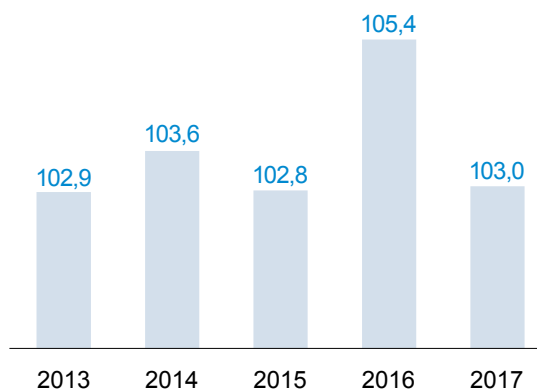
Automobile

Le chiffre d'affaires de l'assurance automobile progresse de 2,6 % en 2017 à 21,3 Md€. C'est une croissance supérieure à celles enregistrées au cours des deux exercices précédents. Le marché est porté par une croissance de 5,2 % des immatriculations de véhicules neufs.

En termes de sinistralité, la meilleure orientation des indicateurs de la Sécurité Routière (nombre de tués -0,8 % en 2017; nombre de blessés +1,0 %) corrobore la baisse de la fréquence des sinistres RC corporels (-2,9 %). Associée à la moindre hausse du coût moyen des sinistres matériels, la charge des prestations de la branche automobile en 2017, représentant 17,4 Md€, est en baisse par rapport à 2016 (17,8 Md€).

Quant au ratio combiné net de réassurance, il s'établit à 103,0 % en diminution de 2,4 points par rapport à 2016.

Ratio combiné⁽¹⁾ en automobile



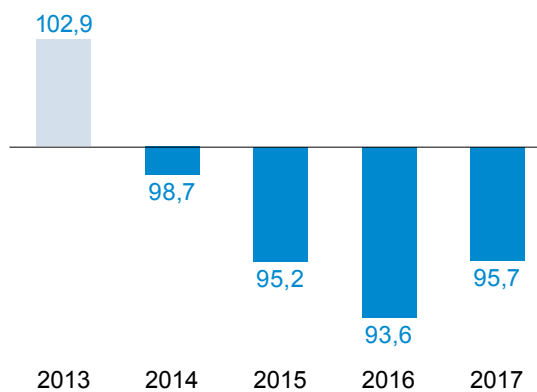
(1) net de réassurance

Habitation

En 2017, les cotisations du marché de l'assurance des dommages aux biens des particuliers progressent de 2,7 % à 10,5 Md€. C'est une accélération par rapport à 2016 (+2,2 %). Cette hausse est la résultante de deux forces contraires : une concurrence toujours vive et une nette croissance de l'indice construction (+3,1 %).

Sous l'effet d'une hausse sensible des sinistres « Tempête-Grêle-Neige », la charge des prestations de l'assurance des dommages aux biens des particuliers, représentant près de 7 Md€ en 2017, croît par rapport à 2016 (6,5 Md€). Ainsi, le ratio combiné comptable net de réassurance s'établit à 95,7 %, en augmentation de 2,1 points par rapport à 2016.

Ratio combiné⁽¹⁾ en habitation



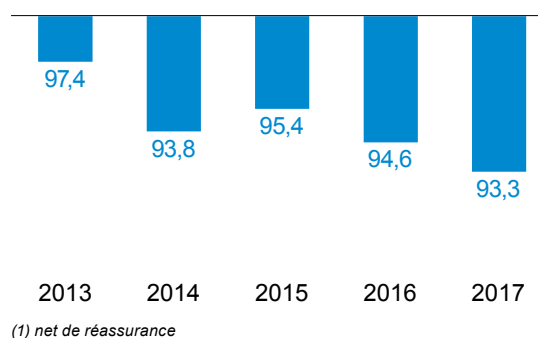
(1) net de réassurance

Dommages aux biens des professionnels et agricoles

Dans la continuité des années précédentes, le marché des dommages aux biens des professionnels et agricoles croît modérément en 2017 (+0,5 %).

La sinistralité des risques industriels progresse sensiblement en raison de la forte hausse du coût des sinistres importants. A contrario, celle des dommages aux biens agricoles est en forte baisse en 2017, après les records atteints en 2016 suite aux différents événements climatiques ayant fortement impacté l'assurance des récoltes (700 Mn€ de dommages pour cette seule branche). Au global, la charge des prestations de 2017, qui s'établit à 4,3 Md€ pour le marché des dommages aux biens des professionnels et agricoles, est en baisse par rapport à 2016 (4,8 Md€). Quant au ratio combiné net de réassurance, il s'établit à 93,3 %, en diminution de 1,3 point par rapport à 2016.

Ratio combiné⁽¹⁾ dommages aux biens professionnels et agricoles



Évolution des sinistres importants (ensemble multirisques dommages aux biens des professionnels, hors agricole et catastrophes naturelles)

| En Mn€ | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|----------------------------------|------|------|------|------|
| Sinistres ≥ à 2 Mn€ | | | | |
| nombre | 99 | 104 | 96 | 104 |
| coût | 405 | 508 | 463 | 726 |
| Dont sinistres ≥ à 10 Mn€ | | | | |
| nombre | 3 | 6 | 9 | 17 |
| coût | 41 | 160 | 140 | 398 |

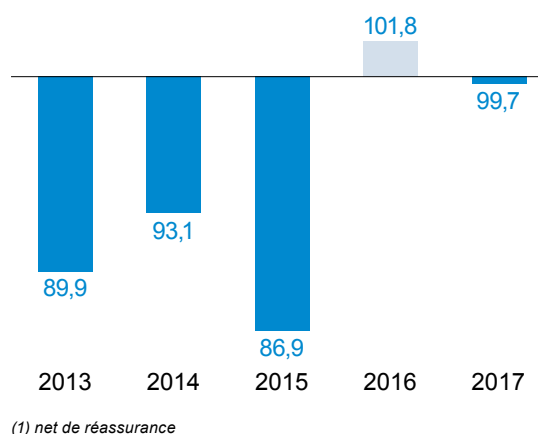
Source : FFA

RC Générale

Après trois années de recul et une légère hausse en 2016 (+1,1 %), les encaissements de la branche stagnent en 2017 pour s'établir à 3,6 Md€. Le marché est très hétérogène, rassemblant des risques aussi différents que la RC Médicale, la RC du Bâtiment ou la RC des Entreprises de fabrication.

Si la charge des prestations de 2017, qui s'établit à 2,5 Md€, est en baisse par rapport à 2016 (2,8 Md€), cette évolution résulte principalement de la division par deux de la charge des provisions (305 Mn€ en 2017 après 632 Mn€ en 2016). Quant au ratio combiné net de réassurance, il s'établit à 99,7 %, en diminution de 2,1 points par rapport à 2016.

Ratio combiné⁽¹⁾ RC générale

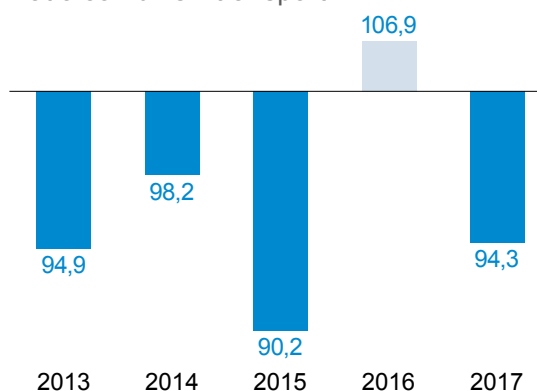


Transport

Le marché de l'assurance transport, limité aux affaires directes France, recule de nouveau en 2017 (-6,8 %) à 850 Mn€. Toutes affaires confondues (affaires directes et acceptations, France et hors France) son chiffre d'affaires s'établit à 2 Md€, également en retrait avec un fort impact négatif dû à l'évolution de la parité euro/dollar (de nombreuses affaires de la branche étant souscrites en dollars).

Concernant les résultats techniques (affaires directes France) la branche retrouve un solde technique positif en 2017 (103,1 Mn€ après une perte de 43,8 Mn€ en 2016).

Ratio combiné⁽¹⁾ transport



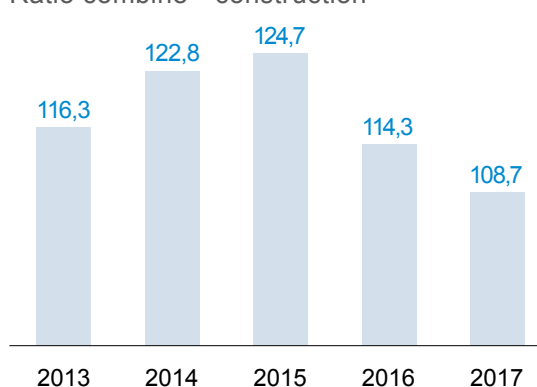
(1) net de réassurance

Construction

Dans le prolongement de 2016, l'activité du bâtiment a poursuivi son rebond en 2017 et permis le retour à la hausse des encaissements de la RC décennale (+2,5 %) après 4 années de baisse. Globalement, les cotisations de la branche demeurent quasi-stables, à 2,1 Md€, la Dommages-Ouvrage étant en repli de 7 %.

La charge des prestations est en retrait de 7,4 % en 2017 pour atteindre 1,8 Md€ contre 1,9 Md€ en 2016. Le ratio combiné net de réassurance atteint 108,7.

Ratio combiné⁽¹⁾ construction



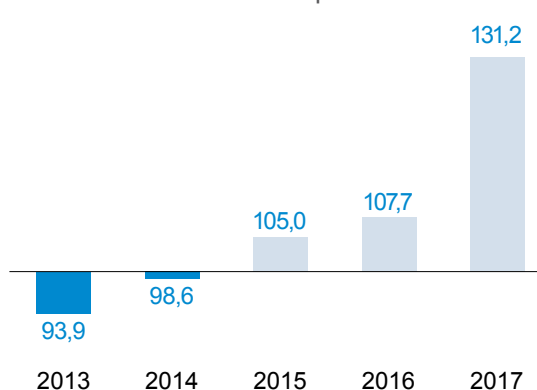
(1) net de réassurance

Les événements naturels

L'année 2017 a été particulièrement coûteuse en matière de sinistralité liée aux événements naturels. Si la France métropolitaine n'a eu à subir qu'un seul événement notable avec la tempête Zeus en mars 2017 (160 Mn€), les Antilles Françaises ont été très durement touchées en septembre 2017 par les ouragans Irma et Maria qui ont coûté respectivement 2 Md€ et 140 Mn€.

De ce fait, la charge des prestations 2017 de la branche catastrophe naturelle s'établit à 3,0 Md€, en hausse de 700 Mn€ par rapport à 2016 qui avait déjà connu une forte sinistralité suite aux inondations de mai-juin. Quant au ratio combiné net de réassurance, il s'établit à 131,2 % en hausse de 23,5 points par rapport à 2016.

Ratio combiné⁽¹⁾ catastrophe naturelle



(1) net de réassurance

Le cyclone Irma

(situation au 27/06/2018)

Ventilation de la sinistralité et liquidation des sinistres

| | Estimation du nombre | Répartition du nombre (en %) | Estimation de la charge (en Mn€) | Répartition de la charge (en %) | Coût moyen (en €) |
|---------------------------|-------------------------|------------------------------------|--|---------------------------------------|-------------------------|
| Ensemble | 25 500 | 100 % | 1 995 | 100 % | - |
| dont Habitation | 11 080 | 43 % | 1 088 | 55 % | 98 200 |
| dont Automobile | 11 440 | 45 % | 70 | 4 % | 6 100 |
| dont Plaisance | 210 | 1 % | 13 | 1 % | 62 500 |
| dont Biens professionnels | 2 770 | 11 % | 824 | 41 % | 297 500 |

Saint-Martin concentre 67 % des dossiers (16 990 sinistres) et 59 % du coût total (1 174 Mn€).
Saint-Barthélemy concentre 33 % des dossiers (8 510 sinistres) et 41 % du coût total (821 Mn€).

L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE DE L'ASSURANCE

Les placements des entreprises d'assurance

L'assurance joue un rôle primordial dans le financement de l'économie. En 2017, les sociétés d'assurance géraient un portefeuille d'actifs de plus de 2 400 Md€. Compte tenu de la nature des contrats, l'assurance vie (et mixte) représente 90 % de ces placements et l'assurance non vie le reliquat.

En 2017, l'encours a progressé de 3,1 %, du fait des nouveaux investissements réalisés au cours de l'année et de la bonne tenue des marchés financiers (cf. supra). L'assurance vie a bénéficié d'une collecte nette positive de 8,3 Md€. Conjugué à une performance des unités de compte de 5,3 %, l'encours des placements en représentation des

contrats UC dépasse ainsi pour la première fois les 360 Md€.

Les plus-values latentes sont en léger recul par rapport à 2016 (-11 Md€, à 238 Md€ fin 2017). Ce repli provient essentiellement de l'arrivée à échéance des titres obligataires anciens conjuguée au maintien d'un environnement de taux bas. Les plus-values latentes obligataires se replient (-19 Md€, à 131 Md€). En revanche, les plus-values latentes sur les composantes actions et immobilier des portefeuilles progressent du fait de la bonne tenue des marchés (respectivement +6 Md€ et +2 Md€, à 84 Md€ et 23 Md€).

Placements des entreprises d'assurance (en milliards d'euros)

| | Fin 2016 | Fin 2017 | Variation (en %) |
|-----------------------------------|--------------|--------------|------------------|
| Ensemble | 2 347 | 2 420 | 3,1 % |
| Dont plus-values latentes | 249 | 238 | -4,6 % |
| Dont entreprises vie/mixte | 2 121 | 2 183 | 2,9 % |
| Dont placements des contrats UC | 316 | 361 | 14,4 % |
| Dont plus-values latentes | 205 | 192 | -6,4 % |
| Dont entreprises non vie | 226 | 237 | 4,8 % |
| Dont plus-values latentes | 45 | 46 | 3,7 % |

Source : Etats FR05.01

Directement ou indirectement à travers des OPC, plus de 60 % des placements sont orientés vers les entreprises. Il s'agit pour 18 % d'actions, 39 % d'obligations et le reste en immobilier d'entreprises. Les investissements en dettes souveraines représentaient 30 % des encours. Ainsi, les assureurs détiennent 18 % de la dette négociable de l'État français dont l'encours s'élève à 1 686 Md€ à fin 2017. Soulignons enfin le dynamisme des investissements immobiliers dont le montant a progressé de 12 % sur l'année. Avec 125 Md€ d'encours, ils représentent désormais 5,1 % des placements à fin 2017 (après 4,7 % à fin 2016).

Le soutien aux PME/ETI atteint 70 Md€ en 2017 contre 63 Md€ en 2016. Cette progression de 7 Md€ s'inscrit dans une politique volontariste de gestion des portefeuilles dans un contexte de taux bas, incitant les assureurs à davantage de diversification.

Les résultats

En 2017, les résultats des entreprises d'assurance progressent. Ils atteignent 10,6 Md€ contre 9,7 Md€ en 2016. Cette amélioration provient des entreprises non vie dont les profits sont en hausse de 1,1 Md€ tandis que ceux de l'activité vie reculent légèrement (-0,2 Md€).

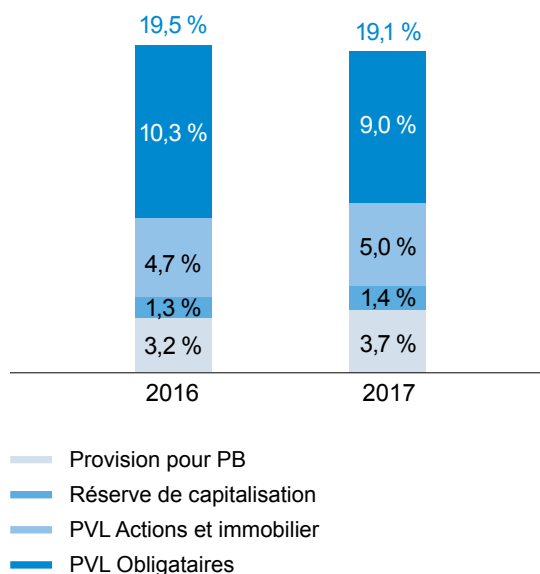
Pour les entreprises d'assurance non-vie, le résultat net s'établit à 4,2 Md€ en 2017 (+1,1 Md€ par rapport à 2016). Cette amélioration s'explique en premier lieu par un recul de la sinistralité qui permet d'améliorer le ratio combiné des assurances de biens et de responsabilité (98,7 % contre 99,4 % en 2016). De même, le résultat technique de la branche 'dommages corporels' des entreprises non vie progresse également (+0,5 Md€, à 0,8 Md€). Par ailleurs, les produits financiers croissent de 20 %, notamment du fait de la réalisation de 1,1 Md€ de plus-values. Ces bonnes performances techniques et financières ont cependant été minorées par un alourdissement de l'impôt sur les sociétés de 0,5 Md€, notamment du fait de l'application d'une surtaxe exceptionnelle appliquée aux grandes entreprises.

Pour les entreprises d'assurance vie et mixte, le résultat net s'établit à 6,4 Md€ (-0,2 Md€ par rapport à 2016). Les opérations vie et les opérations non vie des entreprises mixtes ont évolué en sens opposé. En raison d'une progression sensible des frais généraux, le résultat technique des branches vie et capitalisation est en baisse de 0,2 Md€. Bénéficiant d'une sinistralité favorable, celui de la branche 'dommages corporels' repasse quant à lui en territoire positif, en hausse de 0,5 Md€. Enfin, ces entreprises sont également pénalisées par la surtaxe exceptionnelle, faisant ainsi passer la charge d'IS de 2,4 Md€ à 2,8 Md€ sur l'année.

Ces résultats permettent d'afficher une rentabilité des fonds propres du secteur à 8,9 % en 2017. Dans le cas des entreprises vie/mixte, la solidité du secteur s'en trouve confortée. Les richesses potentiellement mobilisables atteignent 19,1 % des provisions mathématiques (après 19,5 % en 2016), comme le montre le graphique ci-dessous.

Les assureurs vie disposent de plusieurs outils pour amortir d'éventuels chocs comme une hausse brutale des taux. Il y a la provision pour participation aux bénéficiaires et la réserve de capitalisation, qui progressent toutes deux en 2017. Il y a aussi les plus-values latentes qui demeurent à un niveau élevé.

Solidité des entreprises d'assurance vie
(en % des provisions d'assurance vie)



La solvabilité des entreprises

Mesurée dans le référentiel Solvabilité 2, la solvabilité des entreprises d'assurance françaises s'est renforcée au cours de l'exercice. Ainsi, le ratio pondéré moyen de solvabilité (fonds propres / SCR) sur base individuelle est passé de 188 % à 208 % en assurance vie et de 270 % à 276 % en assurance non vie. L'amélioration provient pour l'essentiel d'une hausse des fonds propres, notamment pour les entreprises vie/mixte.

La qualité des fonds propres disponibles est particulièrement élevée : les fonds propres classés en Tier1 atteignent 89 % pour les entreprises vie/mixte et 97 % pour les entreprises non vie.

Focus sur le risque de marché : pour les acteurs qui utilisent la formule standard pour calculer leur SCR, le module « risque de marché » est particulièrement déterminant. Il contribue à 79 % de la mesure du SCR en assurance vie et 50 % en assurance non vie. Compte tenu de la composition

des portefeuilles d'actifs, ce sont les actifs des entreprises (actions et obligations corporate) qui

présentent le plus lourd dans la détermination du risque de marché (cf. graphique ci-après).

Eléments de solvabilité des entreprises

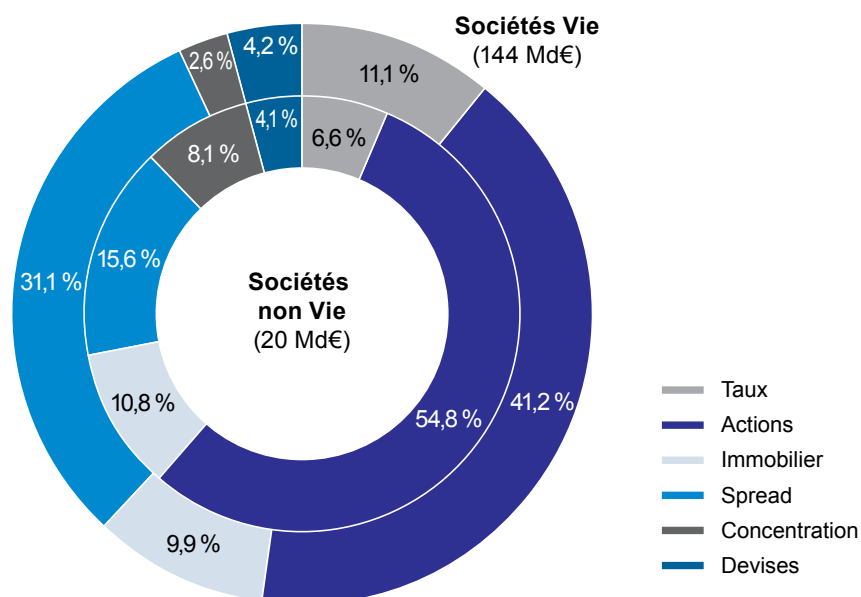
(en milliards d'euros et en %)

| | Fin 2016 | Fin 2017 | Variation |
|---|--------------|--------------|---------------|
| Ratio de solvabilité des entreprises vie/mixte | 188 % | 208 % | +20 pb |
| Fonds propres | 144,3 | 157,3 | 9,0 % |
| SCR | 76,5 | 75,2 | -1,7 % |
| Dont entreprises en formule standard | 59,9 | 60,1 | 0,3 % |
| Dont entreprises en modèles internes | 16,6 | 15,1 | -9,0 % |
| Ratio de solvabilité des entreprises non vie | 270 % | 276 % | +6 pb |
| Fonds propres | 100,8 | 110,0 | 9,1 % |
| SCR | 37,3 | 39,8 | 6,7 % |
| Dont entreprises en formule standard | 25,6 | 27,8 | 8,4 % |
| Dont entreprises en modèles internes | 11,7 | 12,0 | 2,5 % |

Source : Etats S25.01

Décomposition du risque de marché en 2017

(en % du SCR de marché)



Note de lecture : la détention d'actifs immobiliers représente 10,8 % du risque de marché des entreprises non vie en formule standard. Le risque de marché de ces sociétés est évalué à 20 Md€.

L'ACTIVITÉ DES ASSUREURS FRANÇAIS À L'INTERNATIONAL

Le chiffre d'affaires à l'étranger de l'assurance et de la réassurance française a progressé en 2017 de 0,8 % pour s'établir à 115,8 Md€. Malgré un recul de 1 point, l'Union européenne reste encore de loin la principale zone d'activité à l'étranger des assureurs français, avec une part du chiffre d'affaires étranger de 48,4 %. Suivent ensuite l'Amérique du Nord à 17,5 % (+0,2 point) et l'Asie à 12,8 % (-0,4 point).

L'Amérique latine profite de ces repositionnements relatifs avec une part de 8,2 % (+1,7 point).

Concernant spécifiquement les sociétés de réassurance françaises dont l'activité est par nature le plus souvent internationale, elles réalisent un chiffre d'affaires de 27,3 Md€, dont 14,2 Md€ pour leurs filiales à l'étranger.

Répartition du chiffre d'affaires étranger des assureurs français en 2017

| Zone d'activité | 2016 | 2017 |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Union Européenne (hors France) | 49,4 % | 48,4 % |
| - Italie | 16,3 % | 15,4 % |
| - Allemagne | 11,7 % | 11,7 % |
| - Royaume-Uni | 7,2 % | 7,1 % |
| - Luxembourg | 4,0 % | 3,5 % |
| - Espagne | 3,4 % | 3,2 % |
| - Belgique | 3,2 % | 3,1 % |
| - Irlande | 0,8 % | 1,2 % |
| - Pologne | 0,7 % | 0,9 % |
| - Hongrie | 0,3 % | 0,3 % |
| - Autres | 1,9 % | 1,5 % |
| Amérique du Nord | 17,3 % | 17,5 % |
| Asie | 13,2 % | 12,8 % |
| Europe (hors UE) | 11,9 % | 11,3 % |
| Amérique latine | 6,5 % | 8,2 % |
| Afrique et Proche-Orient | 1,5 % | 1,6 % |
| Océanie | 0,2 % | 0,2 % |

Source : FFA

Parts de marché des principaux pays de l'U.E en 2017

| Pays européen | 2016 | 2017 |
|----------------------|-------------|-------------|
| Royaume-Uni | 21,8 % | 20,9 % |
| France | 17,8 % | 17,8 % |
| Allemagne | 16,1 % | 16,4 % |
| Italie | 12,0 % | 11,5 % |
| Pays-Bas | 5,8 % | 5,8 % |
| Espagne | 5,2 % | 5,2 % |
| Irlande | 4,5 % | 4,7 % |
| Autres | 21,8 % | 17,6 % |

Source : Swiss Ré

LES COTISATIONS

Ensemble des cotisations

(affaires directes, en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Assurances de personnes | 132,0 | 138,3 | 149,1 | 156,3 | 155,4 | 157,1 |
| Assurances de biens et de responsabilité | 49,4 | 50,2 | 51,2 | 52,4 | 53,2 | 54,5 |
| TOTAL | 181,4 | 188,5 | 200,3 | 208,7 | 208,6 | 211,6 |

Les cotisations en assurances de personnes ¹

(affaires directes, en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Les assurances en cas de vie et les contrats de capitalisation | 102,8 | 108,1 | 118,1 | 124,4 | 122,6 | 122,9 |
| Les assurances en cas de vie | 96,7 | 101,6 | 110,6 | 117,0 | 115,3 | 115,7 |
| - Contrats à adhésion individuelle | 90,1 | 95,8 | 105,1 | 111,7 | 108,9 | 109,5 |
| - Contrats collectifs | 6,5 | 5,8 | 5,5 | 5,3 | 6,4 | 6,2 |
| Les contrats de capitalisation | 6,2 | 6,6 | 7,5 | 7,4 | 7,3 | 7,2 |
| Les assurances en cas de décès, de maladie ou d'accidents | 29,1 | 30,2 | 31,0 | 31,8 | 32,8 | 34,2 |
| Les assurances en cas de décès | 10,4 | 10,7 | 10,9 | 11,1 | 11,3 | 11,7 |
| - Contrats à adhésion individuelle | 3,8 | 3,9 | 4,1 | 4,1 | 4,3 | 4,4 |
| - Contrats collectifs | 6,7 | 6,8 | 6,8 | 7,0 | 7,0 | 7,3 |
| Les assurances maladie et accidents corporels | 18,7 | 19,5 | 20,1 | 20,8 | 21,5 | 22,5 |
| - Contrats à adhésion individuelle | 10,0 | 10,3 | 10,7 | 10,7 | 10,8 | 11,0 |
| - Contrats collectifs | 8,7 | 9,2 | 9,5 | 10,1 | 10,7 | 11,5 |
| TOTAL | 132,0 | 138,3 | 149,1 | 156,3 | 155,4 | 157,1 |
| PART EN % DE L'ENSEMBLE DU MARCHÉ | 72,8 | 73,4 | 74,4 | 74,9 | 74,5 | 74,2 |

Les assurances en cas de vie et les contrats de capitalisation

| | | | | | | |
|--|------|------|------|------|------|------|
| Support en unités de compte ² | 13,8 | 16,8 | 20,7 | 28,0 | 28,1 | 38,4 |
| Support en euros | 89,0 | 91,3 | 97,3 | 96,5 | 96,4 | 84,5 |

(1) Les assurances de personnes comprennent les assurances en cas de vie et en cas de décès, les contrats de capitalisation et les assurances de dommages corporels (assurances en cas de maladie ou d'accident corporel autre qu'automobile. Ces derniers figurent dans les états comptables des sociétés d'assurances non vie).

(2) Y compris les supports eurocroissance.

Les cotisations en assurances de biens et de responsabilité

(affaires directes, en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Automobile | 19,5 | 19,7 | 20,1 | 20,4 | 20,7 | 21,3 |
| Dommages aux biens | | | | | | |
| - Particuliers | 8,9 | 9,3 | 9,7 | 10,0 | 10,2 | 10,5 |
| - Professionnels | 6,2 | 6,2 | 6,2 | 6,3 | 7,6 | 7,6 |
| - Agricoles | 1,1 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | | |
| Transport | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 0,9 | 0,8 |
| Responsabilité civile générale | 3,6 | 3,6 | 3,6 | 3,6 | 3,6 | 3,6 |
| Construction | 2,4 | 2,3 | 2,2 | 2,1 | 2,1 | 2,1 |
| Catastrophes naturelles | 1,5 | 1,5 | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,6 |
| Divers (crédits, protection juridique, assistance) | 5,2 | 5,5 | 5,7 | 6,1 | 6,5 | 6,9 |
| TOTAL | 49,4 | 50,2 | 51,2 | 52,4 | 53,2 | 54,5 |
| PART EN % DE L'ENSEMBLE DU MARCHÉ | 27,2 | 26,6 | 25,6 | 25,1 | 25,5 | 25,7 |

Les cotisations selon la forme de distribution

(répartition en %)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------|------|------|------|------|------|
| Sociétés vie et mixtes¹ | | | | | | |
| Réseaux de bancassurance | 63 | 64 | 64 | 64 | 65 | 64 |
| Agents généraux | 7 | 7 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| Courtiers | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| Salariés | 16 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| Autres modes | 3 | 3 | 4 | 4 | 3 | 4 |
| Sociétés non vie | | | | | | |
| Réseaux de bancassurance | 12 | 13 | 13 | 13 | 14 | 15 |
| Agents généraux | 34 | 34 | 34 | 34 | 33 | 31 |
| Courtiers | 18 | 18 | 18 | 18 | 17 | 17 |
| Salariés | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 |
| Sociétés sans intermédiaires | 33 | 32 | 32 | 32 | 33 | 34 |
| Autres modes | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | 2 |

(1) Hors dommages corporels

LES DONNÉES TECHNIQUES

La part des sociétés étrangères dans les cotisations
(répartition en %)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Ensemble des sociétés | | | | | | |
| Succursales | 1,5 | 1,6 | 1,6 | 1,8 | 2,0 | 1,9 |
| Filiales | 19,9 | 18,5 | 17,8 | 18,0 | 16,9 | 17,5 |
| Ensemble | 21,4 | 20,1 | 19,4 | 19,8 | 18,9 | 19,4 |
| Sociétés vie et mixtes | | | | | | |
| Succursales | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,3 | 0,3 |
| Filiales | 19,6 | 18,2 | 17,6 | 17,7 | 16,5 | 17,3 |
| Ensemble | 19,8 | 18,5 | 17,9 | 18,1 | 16,8 | 17,6 |
| Sociétés non vie | | | | | | |
| Succursales | 3,9 | 4,1 | 4,6 | 5,0 | 5,7 | 5,6 |
| Filiales | 20,4 | 19,1 | 18,2 | 18,6 | 17,9 | 17,8 |
| Ensemble | 24,3 | 23,2 | 22,8 | 23,6 | 23,6 | 23,4 |

Le chiffre d'affaires mondial

| | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Sociétés vie et mixtes | Md€ | 138,1 | 144,3 | 158,1 | 164,8 | 176,8 | 168,3 |
| | en % | -4,0 | 4,5 | 9,6 | 4,2 | 7,3 | -4,8 |
| Sociétés non vie | Md€ | 71,5 | 72,9 | 74,2 | 74,0 | 75,1 | 79,5 |
| | en % | 0,4 | 2,0 | 1,8 | -0,3 | 1,5 | 5,9 |
| Ensemble des sociétés agréées ⁽¹⁾ | Md€ | 209,6 | 217,2 | 232,3 | 238,8 | 251,9 | 247,8 |
| | en % | -2,5 | 3,6 | 7,0 | 2,8 | 5,5 | -1,6 |
| Filiales d'assurance à l'étranger | Md€ | 92,9 | 91,3 | 93,5 | 95,7 | 95,4 | 95,2 |
| | en % | 6,1 | -1,7 | 2,4 | 2,4 | -0,3 | -0,2 |
| Sociétés de réassurance et filiales | Md€ | 14,6 | 21,9 | 20,8 | 33,0 | 23,8 | 27,3 |
| | en % | -3,9 | 50,0 | -5,0 | 58,7 | -27,9 | 14,7 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL | Md€ | 317,1 | 330,4 | 346,6 | 367,5 | 371,1 | 370,3 |
| | en % | -0,2 | 4,2 | 4,9 | 6,0 | 1,0 | -0,2 |

(1) Ce chiffre d'affaires inclut les affaires directes, les acceptations en réassurance et l'activité en LPS ou des succursales

LES PRESTATIONS

Ensemble des prestations

(affaires directes, en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Assurances de personnes | 133,4 | 122,7 | 121,5 | 128,1 | 133,7 | 143,4 |
| Assurances de biens et de responsabilité | 35,1 | 35,9 | 36,9 | 36,5 | 38,6 | 39,1 |
| TOTAL | 168,5 | 158,7 | 158,4 | 164,7 | 172,2 | 182,5 |

Les prestations en assurances de personnes

(affaires directes, en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Assurances en cas de vie et contrats de capitalisation | 115,7 | 104,0 | 102,3 | 107,7 | 112,4 | 121,8 |
| Assurances en cas de décès | 3,9 | 4,1 | 4,1 | 4,3 | 4,5 | 4,5 |
| Maladie et accidents corporels ¹ | 13,8 | 14,7 | 15,1 | 16,1 | 16,8 | 17,1 |
| TOTAL | 133,4 | 122,7 | 121,5 | 128,1 | 133,7 | 143,4 |

(1) Prestations et frais payés au cours de l'exercice comptable et dotation aux provisions pour sinistres à payer, quelle que soit la date de survenance des sinistres.

Les prestations ¹ en assurances de biens et de responsabilité

(affaires directes en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Automobile | 15,8 | 16,2 | 17,1 | 17,0 | 17,8 | 17,4 |
| Dommages aux biens | | | | | | |
| - Particuliers | 6,8 | 6,9 | 6,9 | 6,6 | 6,5 | 7,0 |
| - Professionnels et agricoles | 4,3 | 4,7 | 4,4 | 4,3 | 4,8 | 4,3 |
| Transport | 0,7 | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 0,3 |
| Responsabilité civile générale | 2,3 | 2,3 | 2,4 | 2,2 | 2,8 | 2,5 |
| Construction | 1,9 | 2,1 | 2,1 | 2,3 | 1,9 | 1,8 |
| Catastrophes naturelles | 0,8 | 0,6 | 0,8 | 1,0 | 1,3 | 3,0 |
| Divers (crédit, protection juridique, assistance) | 2,5 | 2,6 | 2,7 | 2,7 | 2,8 | 2,9 |
| TOTAL | 35,1 | 35,9 | 36,9 | 36,5 | 38,6 | 39,1 |

(1) Prestations et frais payés au cours de l'exercice comptable et dotation aux provisions pour sinistres à payer, quelle que soit la date de survenance des sinistres.

L'ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

Les placements

Encours des placements* et évolution annuelle
(en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Valeur nette comptable | 1 711,9 | 1 793,9 | 1 890,9 | 1 982,4 | 2 097,8 | 2 182,0 |
| | 3,9 % | 4,8 % | 5,4 % | 4,8 % | 5,8 % | 4,0 % |
| Valeur de réalisation | 1 856,2 | 1 938,0 | 2 143,9 | 2 213,7 | 2 347,1 | 2 420,0 |
| | 11,4 % | 4,4 % | 10,6 % | 3,3 % | 6,0 % | 3,1 % |
| Plus-values latentes | 144,3 | 144,1 | 253,0 | 231,3 | 249,4 | 238,0 |

* y compris la trésorerie depuis 2016

Structure des placements

(en valeur nette comptable, répartition en %)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Obligations et OPC à revenu fixe | 71,9 % | 71,7 % | 70,6 % | 69,6 % | 70,4 % | 68,7 % |
| Actions et OPC à revenu variable | 22,0 % | 21,2 % | 21,7 % | 22,2 % | 22,2 % | 23,5 % |
| Immobilier | 3,4 % | 3,5 % | 3,7 % | 4,0 % | 4,0 % | 4,4 % |
| Prêts et autres actifs | 2,7 % | 3,6 % | 3,9 % | 4,2 % | 3,4 % | 3,4 % |
| TOTAL | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |

LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE VIE ET MIXTES

Chiffres clés

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Provisions techniques au bilan (en Md€) | 1 493,9 | 1 558,7 | 1 636,3 | 1 713,3 | 1 778,8 | 1 843,9 |
| Fonds propres (en Md€) | 55,9 | 58,0 | 60,9 | 64,3 | 66,7 | 70,0 |
| Ratio : fonds propres et plus-values latentes/provisions techniques | 11,3 % | 10,7 % | 16,6 % | 14,7 % | 15,9 % | 14,6 % |
| Part des unités de compte dans les provisions techniques au bilan | 15,0 % | 15,8 % | 16,3 % | 17,0 % | 17,7 % | 19,7 % |
| Plus-values latentes (en Md€) | 113,4 | 109,2 | 210,8 | 187,9 | 204,8 | 191,8 |

Les placements

Encours des placements* et évolution annuelle

(en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Valeur nette comptable | 1 554,4 | 1 634,4 | 1 724,3 | 1 815,3 | 1 916,4 | 1 991,5 |
| | 4,4 % | 5,1 % | 5,5 % | 5,3 % | 5,6 % | 3,9 % |
| Valeur de réalisation | 1 667,7 | 1 743,6 | 1 935,1 | 2 003,2 | 2 121,2 | 2 183,3 |
| | 12,2 % | 4,6 % | 11,0 % | 3,5 % | 5,9 % | 2,9 % |
| Plus-values latentes | 113,3 | 109,2 | 210,8 | 187,9 | 204,8 | 191,8 |

* y compris la trésorerie depuis 2016

Structure des placements

(en valeur nette comptable, répartition en %)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Obligations et OPC à revenu fixe | 73,0 % | 72,9 % | 71,7 % | 70,6 % | 70,4 % | 68,7 % |
| Actions et OPC à revenu variable | 21,6 % | 21,5 % | 22,1 % | 22,8 % | 22,2 % | 23,5 % |
| Immobilier | 3,1 % | 3,3 % | 3,5 % | 3,7 % | 4,0 % | 4,4 % |
| Prêts et autres actifs | 2,2 % | 2,3 % | 2,7 % | 2,9 % | 3,4 % | 3,4 % |
| TOTAL | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |

Les résultats
(en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Compte technique vie | | | | | | |
| Cotisations acquises ¹ | 117,9 | 122,0 | 136,3 | 134,7 | 138,3 | 140,8 |
| Produits nets des placements ² | 45,6 | 48,0 | 48,4 | 50,1 | 45,5 | 46,1 |
| Ajustement Acav | 21,4 | 17,7 | 13,9 | 10,4 | 7,8 | 18,1 |
| Autres produits techniques | 1,3 | 1,4 | 1,5 | 1,8 | 1,6 | 1,5 |
| Sous-total A | 186,2 | 189,1 | 200,1 | 197,0 | 193,3 | 206,6 |
| Charges des sinistres | 123,2 | 122,6 | 107,6 | 99,5 | 99,2 | 131,6 |
| Charges des provisions techniques | 3,7 | 4,7 | 31,2 | 33,0 | 34,1 | 15,1 |
| Participation aux résultats | 40,4 | 42,1 | 41,4 | 42,3 | 37,5 | 37,3 |
| Frais d'acquisition et d'administration | 12,3 | 12,4 | 13,0 | 13,6 | 13,8 | 14,3 |
| Autres charges techniques | 1,0 | 1,0 | 1,2 | 1,2 | 1,3 | 1,1 |
| Sous-total B | 180,6 | 182,8 | 194,4 | 189,6 | 185,9 | 199,3 |
| Résultat technique A-B | 5,6 | 6,3 | 5,7 | 7,4 | 7,4 | 7,2 |
| Compte non technique | | | | | | |
| Produits des placements alloués | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 0,5 | 0,6 |
| Autres éléments du compte non technique | -1,5 | -1,6 | -1,2 | -1,4 | -1,3 | -1,4 |
| Résultat net comptable | 4,6 | 5,2 | 5,1 | 6,6 | 6,6 | 6,4 |

(1) Opérations nettes de réassurance
(2) Y compris les plus-values réalisées sur cessions d'actifs (nettes de moins-values) moins les produits des placements transférés au compte non technique

LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE NON VIE

Chiffres clés

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Ratio combiné* (affaires directes) | 98,0 % | 99,1 % | 99,0 % | 97,5 % | 98,5 % | 97,7 % |
| Fonds propres (en Md€) | 42,6 | 41,6 | 42,5 | 44,6 | 47,2 | 49,0 |
| Ratio : fonds propres/cotisations nettes de réassurance | 77,2 % | 76,7 % | 76,1 % | 81,1 % | 84,1 % | 84,7 % |
| Provisions techniques brutes de réassurance (en Md€) | 136,2 | 138,9 | 143,9 | 143,2 | 149,8 | 157,5 |
| Plus-values latentes (en Md€) | 31,0 | 34,9 | 42,2 | 43,4 | 44,6 | 46,2 |

* net de réassurance, y.c. dommages corporels

Les placements

Encours des placements* et évolution annuelle

(en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Valeur nette comptable | 157,5 | 159,5 | 166,6 | 167,1 | 181,3 | 190,5 |
| | -0,9 % | 1,3 % | 4,5 % | 0,3 % | 8,5 % | 5,1 % |
| Valeur de réalisation | 188,5 | 194,4 | 208,8 | 210,5 | 225,9 | 236,7 |
| | 5,1 % | 3,1 % | 7,4 % | 0,8 % | 7,3 % | 4,8 % |
| Plus-values latentes | 31,0 | 34,9 | 42,2 | 43,4 | 44,6 | 46,2 |

* y compris la trésorerie depuis 2016

Structure des placements

(en valeur nette comptable, répartition en %)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Obligations et OPC à revenu fixe | 61,1 % | 60,7 % | 60,7 % | 61,0 % | 60,9 % | 60,3 % |
| Actions et OPC à revenu variable | 25,7 % | 25,0 % | 24,7 % | 23,7 % | 22,7 % | 22,4 % |
| Immobilier | 6,1 % | 6,4 % | 6,6 % | 6,8 % | 6,6 % | 6,8 % |
| Prêts et autres actifs | 7,1 % | 7,9 % | 8,0 % | 8,5 % | 9,7 % | 10,5 % |
| TOTAL | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |

Les résultats
(en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Compte technique | | | | | | |
| Cotisations acquises ¹ | 57,1 | 58,6 | 60,5 | 59,7 | 57,8 | 61,0 |
| Produits des placements alloués | 2,8 | 4,0 | 4,3 | 3,9 | 3,4 | 3,9 |
| Autres produits techniques | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,7 | 0,7 |
| Sous-total A | 60,7 | 63,4 | 65,6 | 64,4 | 61,9 | 65,5 |
| Charges des sinistres ² | 41,4 | 43,0 | 44,0 | 42,0 | 42,4 | 44,0 |
| Frais d'acquisition et d'administration | 13,7 | 14,1 | 14,5 | 14,5 | 13,9 | 14,5 |
| Autres charges techniques | 2,5 | 2,6 | 2,8 | 3,0 | 1,7 | 1,9 |
| Sous-total B | 57,6 | 59,7 | 61,3 | 59,5 | 58,1 | 60,4 |
| Résultat technique A-B | 3,1 | 3,7 | 4,3 | 4,9 | 3,8 | 5,1 |
| Compte non technique | | | | | | |
| Produits nets des placements ³ | 0,8 | 1,3 | 1,4 | 1,4 | 1,3 | 1,7 |
| Autres éléments du compte non technique | -2,3 | -1,7 | -2,0 | -2,2 | -1,9 | -2,6 |
| Résultat net comptable | 1,6 | 3,3 | 3,6 | 4,1 | 3,1 | 4,2 |

(1) Opérations nettes de réassurance
(2) Y compris les dotations aux provisions techniques
(3) Y compris les plus values réalisées sur cessions d'actifs (nettes de moins values) moins les produits des placements transférés au compte technique

LES FLUX DE PLACEMENTS FINANCIERS DES MÉNAGES

(en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------------|-------------|-------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| TOTAL | 89,7 | 84,0 | 85,2 | 114,5 | 92,6 | 110,3 |
| Variation | -7,8 % | -6,4 % | 1,5 % | 34,4 % | -19,1 % | 19,1 % |
| Répartition en % | | | | | | |
| Liquidités ¹ | 43,3 | 26,8 | 21,7 | 45,5 | 52,0 | 63,3 |
| Titres | 23,3 | 16,6 | 10,0 | 18,6 | -0,1 | 5,5 |
| Assurances | 23,1 | 40,5 | 53,6 | 50,4 | 40,7 | 41,6 |

(1) Y compris OPC monétaire

L'ENCOURS DES PLACEMENTS FINANCIERS DES MÉNAGES

(en milliards d'euros)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| TOTAL | 4 020,7 | 4 169,3 | 4 308,6 | 4 556,2 | 4 822,7 | 5 032,1 |
| Variation | 5,9 % | 3,7 % | 3,3 % | 5,7 % | 5,9 % | 4,3 % |
| Répartition en % | | | | | | |
| Liquidités | 31,3 % | 30,9 % | 30,4 % | 29,8 % | 28,7 % | 28,7 % |
| Titres | 29,6 % | 29,9 % | 29,9 % | 31,3 % | 30,0 % | 31,1 % |
| Assurances | 39,1 % | 39,2 % | 39,7 % | 39,0 % | 41,3 % | 40,2 % |

LES MARCHÉS FINANCIERS

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Taux du marché monétaire ¹ Eonia | 0,2 | 0,1 | 0,1 | -0,1 | -0,3 | -0,4 |
| Taux à 3 mois ¹ Euribor | 0,6 | 0,2 | 0,2 | 0,0 | -0,3 | -0,3 |
| Taux de rendement des emprunts d'Etat à long terme ¹ TME | 2,6 | 2,3 | 1,7 | 0,9 | 0,5 | 0,8 |
| Indice du cours des actions françaises ² CAC 40 | 3 641,1 | 4 296,0 | 4 272,8 | 4 637,1 | 4 862,3 | 5 312,6 |
| Indice du cours des actions européennes ² EuroStoxx 50 | 2 635,9 | 3 109,0 | 3 146,4 | 3 288,0 | 3 290,5 | 3 504,0 |

(1) Moyenne sur l'année

(2) Dernière valeur de l'année

LES EFFECTIFS SALARIÉS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE*

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Effectif Total | 148 200 | 147 300 | 146 600 | 147 100 | 146 200 | 146 800 |
| - Dont administratifs | 131 200 | 131 000 | 130 200 | 131 300 | 131 500 | 132 600 |
| - Dont commerciaux itinérants | 17 000 | 16 300 | 16 400 | 15 800 | 14 700 | 14 200 |
| Part des Femmes | 59,6 % | 59,9 % | 60,2 % | 60,2 % | 60,4 % | 60,6 % |
| - Dont administratifs | 63,2 % | 63,4 % | 63,7 % | 63,7 % | 63,4 % | 63,4 % |
| - Dont commerciaux itinérants | 31,8 % | 31,3 % | 32,3 % | 32,9 % | 33,3 % | 34,1 % |
| Part des Cadres | 44,2 % | 44,8 % | 45,6 % | 46,0 % | 47,6 % | 48,4 % |
| - Dont administratifs | 46,0 % | 46,6 % | 46,9 % | 46,3 % | 49,0 % | 49,7 % |
| - Dont commerciaux itinérants | 30,0 % | 30,7 % | 35,4 % | 36,7 % | 35,4 % | 36,4 % |

* Sociétés régies par le Code des assurances

26, boulevard Haussmann
75311 Paris Cedex 09

Rue Montoyer 51
1000 Bruxelles

ffa-assurance.fr

 **@FFA_assurance**